

Plan d'actions (2015-2018)-PN/GAR - Mali

Version définitive

1. **PLAN D' ACTIONS 2015-2018**

La période couverte par ce premier Plan d'actions est 2015-2018. L'objectif pendant cette période sera le développement des réformes GAR et des instruments réglementaires et institutionnels qui assureront leur mise en application subséquente par les services.

Le budget total pour la mise en œuvre du Plan d'actions 2015-2018 est évalué à **quatre milliards huit cent quatre-vingt-neuf millions neuf cent mille francs cfa (4 889 900 000 f cfa)**. Dans ce budget total, un milliard deux cent vingt-deux millions quatre cent soixante-quinze mille francs cfa (1 222 475 000 F CFA) sont imputables au budget national. Le reste c'est à dire les trois milliards six cent soixante-sept millions quatre-vingt-cinq mille francs cfa (3 667 425 000 F CFA) seront pris en charge par les partenaires Canadien à travers son entente de contribution au PDI et l'union Européenne via son devis programme auprès du PDI.

Il s'agit d'un budget indicatif qui sera précisé annuellement au moment des exercices de programmation. Dans le cadre de l'exécution du plan d'action, il faut retenir que :

- les activités relevant des missions du CDI ne générant pas de coût ont été budgétisé pour mémoire (PM);
- toutefois, les activités relatives au plan de communication et au dispositif de pilotage s'ajoutent au montant du plan d'actions 2015-2018 qui constitueront le montant total de la mise en œuvre de la politique nationale.

2. BUDGET PRÉVISIONNEL PAR AXE DE RÉFORME

Budget prévisionnel par axe de réforme

1. UN GOUVERNEMENT ENGAGÉ ENVERS SES CITOYENS ET IMPUTABLE DES RÉSULTATS								
Extrants	Activités principales	Budgets prévisionnels (en millions FCFA)					Responsable	Acteurs impliqués
		2015	2016	2017	2018	Total		
1.1 Citoyens davantage impliqués dans la formulation et l'évaluation des politiques publiques								
Guide sur la participation des bénéficiaires à la formulation et à l'évaluation des politiques	Élaborer et adopter le Guide	16	0	0	0	16	CDI	DNPD, CPS
	Diffuser le Guide auprès des départements sectoriels et des organes des collectivités territoriales.	8	1	0	0	9	CDI	CPS
	Former les utilisateurs à l'application du Guide	4,4	6,6	0	0	11	CDI	CPS
	Mettre en place un mécanisme de contrôle de qualité au moment de l'approbation des documents de politiques et de programmes pour assurer la prise en compte des bénéficiaires	0	0	0	3	3	CDI	Primature
Sondage périodique sur les besoins et la satisfaction des usagers	Mobiliser le financement pour la conduite du sondage (si possible intégrer au budget ordinaire du PDI)	0	0	0	0	0	DFM	CDI/ATFPSI/INST AT
	Conduire les sondages.	60	60	60	60	240	INSTAT	CDI/CPS/ATFPSI
	Diffuser les résultats de sondages	20	20	20	20	80	CDI	Départements sectoriels, organes des collectivités territoriales

1. UN GOUVERNEMENT ENGAGÉ ENVERS SES CITOYENS ET IMPUTABLE DES RÉSULTATS (suite)								
Extrants	Activités principales	Budgets prévisionnels (en millions FCFA)					Responsable	Acteurs impliqués
		2015	2016	2017	2018	Total		
1.2 Citoyens/usagers mieux informés en matière de droits et services publics								
Rapports ministériels sur le rendement	Concevoir et adopter un canevas et une procédure standard pour la production et la diffusion des rapports	16	0	0	0	16	CDI	CPS, DFM, DGB
	Former les utilisateurs sectoriels (en procédant à la formation des formateurs dans les ministères et dans les organes des collectivités territoriales)	4,4	6,6	0	0	11	CDI	CPS, DFM, DGB, DRHs
	Mettre en place un mécanisme de contrôle de la qualité/fiabilité des rapports	0	0	0	3	3	CDI	CPS, DFM, DGB, CGSP
Normes de prestation de services disponibles dans tous les services publics de l'État et des collectivités territoriales	Élaborer et adopter les mesures législatives et réglementaires pour l'application des normes de prestation de services	0	0	0	0	0	CDI	SGG, Départements sectoriels, Inspections départementales
	Former les services dans l'élaboration des normes de prestation de services	20	11	0	0	31	CDI	Départements sectoriels, DRHs organes des collectivités territoriales
	Mener une campagne d'information et de sensibilisation sur l'introduction des normes de prestation de services à l'intention des agents et des usagers	20	20	20	20	80	CDI	Départements sectoriels, organes des collectivités territoriales
Normes de prestation de services disponibles dans tous les services publics de l'État et des collectivités territoriales (suite)	Élaborer et Afficher les normes de prestation de services dans les services et structures publiques	100	200	200	100	600	Départements sectoriels, organes des collectivités territoriales	Départements sectoriels, organes des collectivités territoriales.
	Mettre en place un mécanisme de surveillance active du comportement des agents des services publics de l'État et des collectivités territoriales envers les usagers	0	50	0	0	50	CDI	CGSP, Inspections des départements ministériels, DRHs

1. UN GOUVERNEMENT ENGAGÉ ENVERS SES CITOYENS ET IMPUTABLE DES RÉSULTATS (suite et fin)								
Extrants	Activités principales	Budgets prévisionnels (en millions FCFA)					Responsable	Acteurs impliqués
		2015	2016	2017	2018	Total		
Programme National d'Éducation à la Citoyenneté renforcé selon l'approche GAR.	Relire le document de politique nationale sur l'éducation à la citoyenneté.	-	-	3	-	3	CDI	Tous les départements ministériels
	Mettre à jour annuellement le document sur la citoyenneté et intégrer dans les programmes du système éducatif et des espaces d'éducation populaire.	0	3	3	3	9	DGAT	Tous les départements ministériels
	Diffuser régulièrement le document du PNEC sur la citoyenneté	15	15	10	10	50	DGAT	Tous les départements ministériels, le Haut Conseil des Collectivités Territoriales, Organisations de la société civile.
	Intégrer un volet éducation citoyenne dans les budgets des départements sectoriels	0	0	0	0	0	DGAT	DGB, Départements sectoriels
	Renforcer la collaboration entre le PNEC, les établissements scolaires et les espaces d'éducation populaire.	0	0	0	0	0	DGAT	Secteur de l'Éducation, organisations de la société civile.
Total1		289,4	393,6	316	219	1218		

2. DES POLITIQUES ET PROGRAMMES PUBLICS ALIGNÉS SUR LES PRIORITÉS NATIONALES								
Extrants	Activités principales	Budgets prévisionnels (en millions FCFA)					Responsable	Acteurs impliqués
		2015	2016	2017	2018	Total		
2.1 Cohérence accrue du cadre de planification gouvernemental								
Mécanismes de gouvernance renforcés pour l'élaboration des politiques et programmes publics	Définir le circuit et les critères d'approbation des politiques et programmes publics aux niveaux central, sectoriel, régional et local	9	0	0	0	9	DNPD	DGB, DFM, CPS, CT/CSLP
	Adopter les mesures législatives et réglementaires pour l'application des nouvelles procédures d'approbation	0	0	0	0	0	DNPD	SGG
	Former les intervenants à tous les niveaux sur les critères d'approbation des politiques et programmes publics.	0	4,4	6,6	0	11	DNPD	CPS
	Appuyer la mise en œuvre des mécanismes de gouvernance à tous les niveaux.	0	10	10	10	30	DNPD	CPS
Instruments de planification harmonisés (politiques, stratégies, programmes, plan d'action) <i>Note</i> : l'extrant précédent assurera le contrôle d'effectivité des instruments harmonisés	Développer des canevas harmonisés et adaptés à la GAR pour les différents instruments de planification.	16	0	0	0	16	DNPD	CPS, CT/CSLP
	Diffuser les nouveaux canevas et former les utilisateurs à leur application à tous les niveaux instruments harmonisés	0	0	30	0	30	DNPD	SGG
	Diffuser les nouveaux canevas et former les utilisateurs à leur application	0	20	20	0	40	DNPD	CPS

2. DES POLITIQUES ET PROGRAMMES PUBLICS ALIGNÉS SUR LES PRIORITÉS NATIONALES (suite)								
Extrants	Activités principales	Budgets prévisionnels (en millions FCFA)					Responsable	Acteurs impliqués
		2015	2016	2017	2018	Total		
2.2 Meilleur suivi-évaluation des politiques et programmes publics								
Outils de suivi-évaluation standards pour tous les services publics de l'État et des collectivités territoriales	Développer les outils standards pour le suivi-évaluation des politiques et programmes publics par les services	16	0	0	0	16	DNPD,	CPS DGB,
	Adopter les mesures législatives et réglementaires pour l'application des nouveaux outils	0	0	0	0	0	DNPD	SGG
	Mettre en place un système de contrôle de la qualité/fiabilité des dispositifs de suivi-évaluation dans les services	0	3	3	3	9	CGSP	Structures de contrôle
	Former les intervenants à l'utilisation des outils standards de suivi-évaluation		30	30		60	DNPD	CT/ CSLP, la DGCT et l'ANICT
Système gouvernemental de gestion de l'information sur les performances	Développer un système d'information sur les performances des services publics de l'État et des collectivités territoriales	80	25	0	0	105	AGETIC	DGB, DNPD, DNTCP, CPS, INSTAT
	Réaliser l'interconnexion avec les systèmes d'informations comptables et financiers	PM	PM	PM	PM	PM	AGETIC	DGB, DNPD, DNTCP, DFM, CPS, INSTAT
	Réaliser l'interconnexion avec les CPS et autres structures productrices de données sur les performances						AGETIC	DNPD, CPS, INSTAT

2. DES POLITIQUES ET PROGRAMMES PUBLICS ALIGNÉS SUR LES PRIORITÉS NATIONALES (suite et fin)								
Extrants	Activités principales	Budgets prévisionnels (en millions FCFA)					Responsable	Acteurs impliqués
		2015	2016	2017	2018	Total		
Système gouvernemental de gestion de l'information sur les performances (suite)	Former les utilisateurs du système	0	4,4	6,6	4,4	15,4	AGETIC	Départements sectoriels
	Institutionnaliser l'audit des structures	0	0	0	0	0	CDI	Départements sectoriels
	Instituer un organe central pour gérer la collecte, la centralisation et l'exploitation des données	20	20	20	20	80	CDI	Départements sectoriels
	Rendre accessible les informations produites sur les performances	10	10	10	0	30	INSTAT	Médias, AN
Revue périodique des politiques et programmes publics et audit des structures	Faire la revue des politiques et programmes publics	50	50	50	50	200	DNPD	CDI
	Faire l'audit des structures	0	0	0	0	0	CGSP	CDI
	Doter les structures des ressources nécessaires à la réalisation des audits	20	20	20	0	60	DGB	Départements sectoriels
	Mettre en place un mécanisme pour le suivi de la mise en œuvre des résultats des audits	0	0	0	0	0	Départements sectoriels	CASCA, Structures de contrôle
Total2		221	196,8	206,2	87,4	711,4		

3. UNE GESTION EFFICACE ET RIGOREUSE DES RESSOURCES PUBLIQUES PAR L'ADMINISTRATION								
Extrants	Activités principales	Budgets prévisionnels (en millions FCFA)					Responsable	Acteurs impliqués
		2015	2016	2017	2018	Total		
3.1 Maîtrise accrue de la gestion financière par les services publics de l'État et des collectivités territoriales et les gestionnaires de programmes								
Contrôles internes plus rigoureux au niveau des services publics de l'État et des collectivités territoriales	Élaborer et appliquer les manuels de procédures dans tous les services et organismes publics	145	100	0	0	245	Départements sectoriels	CGSP
	veiller à la mise en œuvre des manuels de procédures	0	0	0	0	0	CGSP	Départements sectoriels
	Élaborer et diffuser un guide sur le contrôle interne des services et organismes publics de l'État et des collectivités territoriales.	16	8	8	8	40	CGSP	Départements sectoriels
	Créer des services d'audit interne dans les inspections ministérielles et au niveau de certains services	PM	PM	PM	PM	PM	CGSP	CDI, Départements sectoriels
	élaborer et mettre à jour la cartographie des risques dans les départements						CGSP	CDI, Départements sectoriels
	Recruter et former le personnel des nouveaux services d'audit interne						CNCFP	DRH, Départements sectoriels
	Organiser des activités d'information et de sensibilisation sur le contrôle interne à l'intention des responsables des services et organismes publics	30	30	30	30	120	CGSP	Services d'audit interne
	Évaluer l'efficacité des mécanismes de contrôle interne dans les services et organismes publics	20	20	20	20	80	CGSP	Services d'audit interne

3. UNE GESTION EFFICACE ET RIGOREUSE DES RESSOURCES PUBLIQUES PAR L'ADMINISTRATION (suite)								
Extrants	Activités principales	Budgets prévisionnels (en millions FCFA)					Responsable	Acteurs impliqués
		2015	2016	2017	2018	Total		
Ordonnancement du délégué au niveau des gestionnaires de programmes	Transposer la directive de l'UEMOA dans la législation nationale relative au pouvoir d'ordonnancement des gestionnaires de programmes	0	0	0	0	0	DGB	Comité de Suivi de Transposition des Directives de l'UEMOA
	Mener une étude sur la délégation du pouvoir d'ordonnancement aux gestionnaires de programmes	0	60	0	0	60	DGB	CDI/DFM et Responsables des programmes
	Mettre la réforme à l'essai dans une dizaine de programmes pilotes	0	0	10	0	10	DGB	CDI/Départements concernés
	Évaluer les résultats de la phase pilote et prendre les dispositions idoines	0	20	0	20	40	DGB	CDI/Départements concernés
	Organiser des activités d'information et de sensibilisation sur cette réforme à l'intention des responsables de service, des gestionnaires de programmes et du personnel des DFM	20	20	20	20	80	DGB	CDI/DFM
	Élaborer et diffuser les chartes de gestion des programmes	0	0	0	160	160	DGB	CDI et Départements sectoriels
Contrôle <i>a priori</i> adapté à la gestion axée sur les résultats	Relire le règlement financier en vue de donner plus de flexibilité aux gestionnaires de programmes dans l'utilisation des ressources	0	0	0	0	0	DGB	Comité de suivi des transpositions
	Adapter les missions de la Direction du Contrôle Financier (DCF) à la réforme du contrôle <i>a priori</i>	0	0	0	0	0	DNCF	DGB/DNTCPCDI

3. UNE GESTION EFFICACE ET RIGOREUSE DES RESSOURCES PUBLIQUES PAR L'ADMINISTRATION (suite et fin)								
Extrants	Activités principales	Budgets prévisionnels (en millions FCFA)					Responsable	Acteurs impliqués
		2015	2016	2017	2018	Total		
Programme d'accréditation des gestionnaires de programmes en gestion financière fonctionnel <i>Note</i> : il s'agit d'un préalable au pouvoir d'ordonnancement par les gestionnaires	Élaborer et adopter un programme d'accréditation en gestion financière	16	16	0	0	32	ÉNA	DGB, DNTCP/CDI
	Former les gestionnaires de programmes	20	20	20	20	80	ÉNA	
	Mener des campagnes de communication à l'intention des bénéficiaires du programme	5	5	5	5	20	DRH	ÉNA
3.2 Budgétisation et reddition des comptes axées sur les résultats								
Budget préparé et exécuté en mode BP	Élaborer les textes d'application du règlement financier en vue de leur adaptation à la budgétisation par programme au Mali	0	0	0	0	0	DGB	Comité de suivi des transpositions
	Adapter les systèmes d'information budgétaire et comptable à la budgétisation en mode BP	100	80			180	CAISFF	DGB, DNTCP
	Faire la revue des programmes des BP pour la redéfinition du cadre de mesure de performance	50	0	0	0	50	DGB	Départements sectoriels, DFM, CPS
	Former les cadres et agents à la préparation et à l'exécution des budgets programmes	30	30	30	30	120	DGB	DFM, CPS, DNCF, DNTCP
Loi de Règlement intégrant les données sur la performance des programmes	Organiser la transmission des données sur la performance des programmes à la DNTCP pour intégration dans la Loi de Règlement	0	0	0	0	0	DNTCP	DGB, CPS, Gestionnaires de programmes

	Former les cadres et agents de la DNTCP sur l'analyse et l'exploitation du rapport annuel sur le rendement	10	10	10	10	40	DNTCP	DGB
Total 3		462	419	153	323	1357		

4. DES COMPORTEMENTS INDIVIDUELS ORIENTÉS VERS LA PERFORMANCE								
Extrants	Activités principales	Budgets prévisionnels (en millions FCFA)					Responsable	Acteurs impliqués
		2015	2016	2017	2018	Total		
4.1 Personnel responsabilisé à l'égard des résultats								
Lettres de mission pour les responsables de service et de programmes	Élaborer une lettre de mission type pour les responsables de service et de programmes	10	0	0	0	10	CDI	DNFPP, DRH
	Adopter les mesures législatives et réglementaires pour l'application des lettres de mission	0	0	0	0	0	CDI	SGG
	Former les gestionnaires, des DRH, les responsables de service et leurs conseillers	20	20	20	20	80	CDI	DRH, Cabinets ministériels
	Mettre en place une procédure annuelle pour l'évaluation de la performance des responsables par rapport aux lettres de mission	0	0	0	0	0	CDI	DRH, Cabinets ministériels
Contrats d'objectifs pour tous les agents	Institutionnaliser et appliquer les contrats d'objectif	10	0	0	0	10	DNFPP	DRH, Syndicat

	Adopter les mesures législatives et réglementaires pour l'application des contrats d'objectifs	0	0	0	0	0	DNFPP	SGG
	Former les DRH, les responsables de service et les gestionnaires de personnel à tous les niveaux	20	20	20	20	80	DNFPP	DRH, Chefs de services
	Organiser des activités d'information et de sensibilisation à l'intention du personnel et des syndicats	10	10	20	20	60	DNFPP	DRH, Syndicats

4. DES COMPORTEMENTS INDIVIDUELS ORIENTÉS VERS LA PERFORMANCE (suite)

Extrants	Activités principales	Budgets prévisionnels (en millions FCFA)					Responsable	Acteurs impliqués
		2014	2015	2016	2017	Total		
Système amélioré pour l'évaluation du personnel	Réviser le système d'évaluation du personnel dans l'Administration	20	0	0	0	20	DNFPP	DRH, Syndicats
	Former les DRH, les responsables de service et les gestionnaires de personnel à tous les niveaux	10	20	20	20	70	DNFPP	DRH, ENA DRH-DAF/Institution
	Organiser des activités d'information et de sensibilisation à l'intention du personnel et des syndicats	10	20	20	20	70	DNFPP	DRH, Syndicats
	Assurer le suivi de la mise en œuvre du système	5	10	10	10	35	DNFPP	DRH
4.2 Milieu de travail plus professionnel, stimulant et équitable								
Politique d'équité en matière d'emploi	Élaborer et adopter une politique nationale d'équité en matière d'emploi dans la fonction publique	16	0	0	0	16	DNFPP	DRH, Syndicats

dans la fonction publique	Former les DRH, les responsables de service et les gestionnaires de personnel à tous les niveaux, les DAF des institutions	10	20	20	20	70	DNFPP	DRH, ENA, DAF
	Organiser des activités d'information et de sensibilisation à l'intention du personnel et des syndicats	10	20	20	20	70	DNFPP	DRH, DNDS, DNP, Syndicats
	Assurer le suivi de la mise en œuvre de la politique	5	10	10	10	35	DNFPP	DRH

4. DES COMPORTEMENTS INDIVIDUELS ORIENTÉS VERS LA PERFORMANCE (suite)								
Extrants	Activités principales	Budgets prévisionnels (en millions FCFA)					Responsable	Acteurs impliqués
		2014	2015	2016	2017	Total		
Système harmonisé de rémunération et autres avantages liés au poste	Harmoniser les dispositifs législatifs et réglementaires en matière de primes et d'indemnités et autres avantages liés au poste (via un processus de dialogue social)	5	10	10	10	35	DNFPP	SGG, DRH, Syndicats
	Former les DFM, les DRH et les gestionnaires de personnel à tous les niveaux	30	30	30	30	120	DNFPP	DRH, DGB, ENA
	Organiser des activités d'information et de sensibilisation à l'intention du personnel et des syndicats	10	20	20	20	70	DNFPP	DRH, Syndicats, DGB
	Développer un plan de transition et mettre en place une commission <i>ad hoc</i> pour superviser le processus	5	5	5	5	20	DNFPP	DRH, Syndicats, DGB

Système harmonisé de récompenses et de sanctions liées au rendement	Note : les considérations liées au système de récompenses et sanctions seront intégrées au processus de négociations collectives mis en place pour l'extrant précédent	-	-	-	-	-		
---------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---	---	---	---	---	--	--

4. DES COMPORTEMENTS INDIVIDUELS ORIENTÉS VERS LA PERFORMANCE (suite)								
Extrants	Activités principales	Budgets prévisionnels (en millions FCFA)					Responsable	Acteurs impliqués
		2015	2016	2017	2018	Total		
Plan de formation et de développement professionnel pour tous les agents	Élaborer et adopter un programme national de formation en leadership et gestion des ressources humaines	16	0	0	0	16	ÉNA	DNFPP, DRH, CFCT
	Former les gestionnaires de programmes	25	25	25	25	100	ÉNA	DRH, CFCT
	Déployer des activités de communication à l'intention des bénéficiaires du programme	10	10	10	10	40	ÉNA	DRH, CFCT
4.3 Compétences en adéquation avec les exigences des postes								
Profils de compétences pour tous les postes	Développer des profils de compétences génériques pour les principaux types d'emploi	20	20	20	0	60	DNFPP	DRH, CNCFP
	Former les DRH, les responsables de service et les gestionnaires de personnel à l'utilisation des profils de compétences	10	20	20	20	70	DNFPP	DRH, ENA
	Organiser des activités d'information et de sensibilisation à l'intention du personnel et des syndicats	10	20	20	20	70	DNFPP	DRH, Syndicats
	Créer une base de données des profils de compétences dans la fonction publique	PM	PM	PM	PM	PM	DNFPP	DRH

4. DES COMPORTEMENTS INDIVIDUELS ORIENTÉS VERS LA PERFORMANCE (suite et fin)								
Extrants	Activités principales	Budgets prévisionnels (en millions FCFA)					Responsable	Acteurs impliqués
		2015	2016	2017	2018	Total		
plan de formation et de carrière dans l'Administration	Élaborer et adopter une politique en matière de formation et de carrière dans l'administration	16	0	0	0	16	DNFPP	DRH, Syndicats
	Former les DRH, les responsables de service et les gestionnaires de personnel à tous les niveaux	20	20	20	20	80	DNFPP	DRH, ENA
	Organiser des activités d'information et de sensibilisation à l'intention du personnel et des syndicats	10	10	20	0	40	DNFPP	DRH, Syndicats
	Élaborer les plans de formation basés sur les profils de compétence et plan de carrière	0	50	50	20	120	DNFPP	DRH, Chefs de services
Procédures d'appels à candidatures et de nomination basées sur les compétences et le mérite	Développer et adopter des règles et procédures standards pour les appels à candidature et les nominations	0	40	0	0	40	CNCFP	DNFPP, DRH, CDI, DNFPP Syndicats
	Former les DRH, les responsables de service et les gestionnaires de personnel aux nouvelles règles et procédures	0	0	20	20	40	CNCFP	ENA DRH, CDI, DNFPP
	Organiser des activités d'information et de sensibilisation à l'intention du personnel et des syndicats	0	0	20	20	40	CNCFP	DNFPP, DRH, CDI, DNFPP Syndicat
Total 4		323	450	450	370	1 593		

5. LA COMMUNICATION															
Activités	Actions	Cibles	Coûts (en millions FCFA)	Calendrier d'exécution											
				2015				2016				2017			
				T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4	T 1	T 2	T 3	T 4
Organisation de plaidoyers à l'endroit des décideurs publics.	Action 1 Organiser une séance de plaidoyer à l'endroit des Secrétaires Généraux des Départements ministériels	Secrétaires Généraux	1.5			x									
	Action 2 Organiser une séance de plaidoyer à l'endroit des Directeurs Nationaux et Généraux des services centraux de l'État.	Directeurs Nationaux et Directeurs Généraux des services centraux	1.5				x								
	Action 3 Organiser une séance de plaidoyer à l'endroit des hauts cadres des différentes institutions de la république.	Conseillers techniques de la Présidence, de la Primature, de l'Assemblée Nationale, du Haut Conseil des Collectivités territoriales, du Conseil économique social et culturel, de la Cour constitutionnelle.	1.5				x								
Organisation de plaidoyer à l'endroit des leaders parlementaires	Action 4 : Organiser une journée de plaidoyer à l'intention des Présidents des différentes commissions de l'Assemblée Nationale	Présidents des différentes commissions	0.5			x			x				x		
	Action 5 Tenir une séance de plaidoyer à l'endroit des Présidents des Groupes parlementaires de l'Assemblée Nationale	Présidents des Groupes parlementaires	0.5			x			x				x		

Activités	Actions	Cibles	Coûts en Francs CFA	Calendrier d'exécution												
				2015				2016				2017				
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	
Organisation de séances d'informations et de conférences-débats avec les praticiens de la GAR	Action 6: Tenir un atelier régional d'information et de sensibilisation dans toutes les régions administratives du pays.	Représentants régionaux des différents services nationaux	0.9	X	X			x	x		x	x				
	Action7 : Organiser une séance	Experts et Praticiens de la GAR	0.3	X			x									
Edition et large diffusion du document de politique nationale GAR	Action 8:Éditer 1000 exemplaires et les diffuser à tous les niveaux soit au cours des ateliers et sur les sites INTERNET du CDI et de tous les Départements ministériels.	Partenaires techniques et Financiers Fonctionnaires Secteur privé Grand public	0.3				X	X								
Production et diffusion de film et ou magazines sur des expériences GAR au Mali	Action : Réaliser et diffuser un film documentaire sur les pratiques GAR connues au Mali	Grand public	Cf contrat ORTM-CDI							X						

Production et diffusion de débats radio TV sur la politique GAR	Action : Réaliser 01 débat Radio TV par an pour débattre des enjeux du document de politique GAR.	Grand public	Cf contrat ORTM-CDI							X							
Tenue d'ateliers spéciaux d'informations et de sensibilisation de portée nationale	Action Organiser 02 ateliers d'envergure nationale	Conseil national de la société civile	3.1						x				x				
Total 5			10.1														
TOTAUX	4889.9																